

c'est-à-dire notre nouveau ministre de la Défense nationale (M. McNaughton), est l'homme qui n'abandonnera pas cette armée. J'ai grande confiance en lui, mais j'espère sincèrement que s'il reste dans le haut commandement et dans les rangs de l'armée des officiers qui prisent plus leur allégeance au parti tory que celle qu'ils doivent au pays, le général McNaughton veillera à ce qu'ils n'aient plus d'autre occasion de saper la confiance de nos jeunes gens et de la population. Quant à ceux qui ont abandonné le poste de confiance qu'ils détenaient et qu'ils auraient dû conserver au cours de la crise, nous sommes bien débarrassés d'eux et, s'il en est d'autres de la même farine, j'espère qu'on les relèvera de leur commandement.

Pourquoi le parti conservateur-progressiste a-t-il suscité cette crise politique au moment où se posait le problème des renforts? C'est, à mon avis, parce que ses membres ont constaté que le peuple canadien est en marche, parce qu'ils ont été témoins du mouvement de réforme lancé au début de la présente session, et l'ont tenu en horreur. Vous vous rappelez la campagne menée par le premier ministre de l'Ontario contre les allocations familiales. Cela devrait montrer l'attitude des Tories devant le mouvement de réforme. Quel coup c'est pour les grands intérêts du Chemin de fer Pacifique Canadien que d'avoir décidé que les lignes aériennes Trans-Canada, compagnie de l'Etat, régiraient les lignes aériennes du pays après la guerre. Ces Tories voient dans la nouvelle banque d'expansion industrielle et dans nos lois sur le crédit agricole une menace pour les banques à charte et les monopoles dont ils sont les porte-parole. Voilà les questions qui intéressaient réellement le parti tory. La question des renforts leur a uniquement servi d'oripeaux patriotiques pour se pavaner devant la population du pays. S'il est une chose plus propre que toute autre à désorganiser le magnifique effort de nos employés de guerre, de nos cultivateurs et de toute la population, y compris nos troupes d'outre-mer, c'est de plonger et précipiter le pays dans une orgie de discours hystériques sur la conscription, alors que la victoire approche.

Il y a des gens de l'Ouest qui, à cause du discrédit où se trouve le parti tory dans cette partie du pays, disent, que si les tories présentent au peuple leur véritable programme, ils ne pourront certainement pas gagner l'élection. Je crois que la présente manœuvre des tories devrait leur apprendre que les conservateurs progressistes peuvent fort bien essayer de précipiter une élection sur une question controversée, et de cette façon gagner l'appui de milliers d'honnêtes gens qui ne voient pas ce que cachent ces oripeaux patriotiques. C'est

en cela que consiste, à mon sens leur manœuvre actuelle et je suis très heureuse de savoir que pour le moment du moins elle a été déjouée.

On a déjà dit et avec raison que le patriotisme devient quelquefois le dernier refuge des scélérats. Jamais auparavant a-t-on vu au Canada le recours à des tactiques ressemblant davantage aux méthodes fascistes, et j'espère que jamais plus je ne devrai siéger ici pour être de nouveau le témoin d'un semblable chahut populaciel et de discours destinés à la galerie comme nous en avons subi lorsque les orateurs du parti tory questionnaient le général McNaughton. Ce fut une honte.

Les ouvriers industriels du pays se rendent déjà compte de la vérité que cache cette crise, et sur mon pupitre ainsi que sur celui du premier ministre,—je le sais parce que j'ai reçu les mêmes textes,—il y a plusieurs résolutions passées par des syndicats ouvriers du pays, tant du Québec que du reste du Dominion, et qui appuient la décision que le Gouvernement vient de prendre. Tant dans la province de Québec que dans les autres parties du pays, parmi des groupes importants de la population, parmi les ouvriers industriels, les cultivateurs, les hommes d'affaires, les gens de profession libérale et les employés de bureau, on reconnaît l'urgente nécessité de préserver l'unité nationale au Canada.

Il est vrai que le décret du conseil n° 8891 représente un compromis. Il fait plus que ce que certains Canadiens français se croient tenus d'appuyer et il fait un peu moins que ce que certains Canadiens de langue anglaise estiment nécessaire. Toutefois, les bataillons de langue française et de langue anglaise qui combattent au front ergotent-ils sur la question de savoir qui devrait accomplir le plus grand effort dans les combats? Non. Ils accomplissent ensemble la tâche. Voilà un exemple que nous ferions bien d'imiter au pays même.

Ce décret du conseil assure tout d'abord des renforts à nos soldats. En second lieu, il rend possible ce qui, je l'espère, sera un mouvement en masse des jeunes gens de notre pays vers l'armée. En troisième lieu, et j'en suis plus heureuse qu'en toute autre circonstance, il déjoue effectivement, pour l'instant, la manœuvre tory.

Lorsque la victoire sera assurée, la population du pays verra d'un bon œil la tenue d'élections générales. Il sera opportun d'en tenir afin de soumettre au peuple les questions qui l'intéressent véritablement, et la conscription n'est pas de celles-là. Il s'agira alors de savoir quel Gouvernement sera chargé de diriger nos affaires étrangères et domes-